



Strasbourg, le 5 novembre 2015

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration n°194-2015 du 5 novembre 2015

Séance du : 5 novembre 2015  
Sous la présidence de : Madame Souad EL MAYSOUR, Présidente  
Ont assisté à la séance : 18 membres  
Absents excusés : 10 absents excusés dont 4 pouvoirs  
Absent non excusé : /

### Présents :

Dominique BANNWARTH, Azzedine BOUFRIOUA, Marilyn CLAUDOT, Olivier DELOIGNON, Souad EL MAYSOUR, Alain FONTANEL, Bernard GOY, Sandy KALYDJIAN, Sophie KOHLER, Sara MARGUIER, Antoine MARTYNCIOW, Henri METZGER, Michel SAMUEL-WEIS, Emmanuel SEJOURNE, Gérard STARCK, Jan-Claire STEVENS, Darek SZUSTER, Jean VERNE.

### Pouvoirs :

Nicolas MATT donne pouvoir à Souad EL MAYSOUR  
Eric SCHULTZ donne pouvoir à Alain FONTANEL  
Pierre LITZLER donne pouvoir à Sophie KOHLER  
Jean-Luc BREDEL donne pouvoir à Dominique BANNWARTH

### Absents excusés :

Jean-Luc BREDEL, Camille GANGLOFF, Fabienne KELLER, Pierre LITZLER, Pascal MANGIN, Nicolas MATT, Annick NEFF, Ada REICHHART, Eric SCHULTZ, Alain SPOHR.

### 7ème point de l'ordre du jour : Modification de l'état des emplois permanents de la HEAR et créations d'emplois d'avenir et d'accompagnement vers l'emploi

#### Délibéré

Le Conseil d'administration  
après en avoir délibéré

#### **prend acte**

- décide de procéder à la création des emplois susmentionnés ;
- autorise la modification de l'état des emplois permanents de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1 (les postes pourvus en contrat emploi avenir et contrat d'accompagnement vers l'emploi ne sont pas concernés puisqu'ils ne sont pas considérés comme des emplois permanents).

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois sont inscrits au budget de l'établissement.

Vote

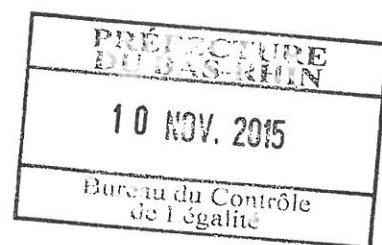
Votants : 22  
Pour : 22  
Contre : -  
Abstention -

**Adopté**

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le .....10.....novembre 2015  
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le : .....10..... novembre 2015 à 17 heures.

**Souad EL MAYSOUR**

Présidente





## Délibération du Conseil d'administration

n° 194-2015 du 5 novembre 2015

**Objet : Modification de l'état des emplois permanents de la HEAR et créations d'emplois d'avenir et d'accompagnement vers l'emploi**

### Exposé des motifs

Afin d'assurer la continuité des services administratif et technique de la Haute école des arts du Rhin, d'élargir les fonctions attachées au poste de responsable du service scolarité du site d'arts plastiques de Strasbourg et de développer une nouvelle mission dans le domaine de l'économie créative, sont soumises à l'approbation du Conseil d'administration de la HEAR les créations d'emplois détaillées ci-après.

#### 1) Création d'un poste d'assistant informatique en contrat d'accompagnement vers l'emploi - site d'arts plastiques de Mulhouse

En octobre 2011, le site d'arts plastiques de Mulhouse était doté d'un poste d'informaticien à plein temps. Suite au départ, en 2012, de l'agent titulaire du poste et en attendant la structuration définitive du service informatique commun aux différents sites de la HEAR, l'assistance informatique sur le site de Mulhouse a été assurée par un agent vacataire placé sous la responsabilité du responsable informatique (affecté principalement à Strasbourg et assurant une permanence hebdomadaire à Mulhouse).

Il apparaît aujourd'hui nécessaire de consolider la fonction informatique sur le site de Mulhouse afin d'assurer au mieux, au profit des équipes administrative et pédagogique et des étudiants, les missions suivantes :

- Gestion du matériel informatique et des périphériques d'impression ;
- Support/ assistance informatique aux utilisateurs, soutien informatique à la réalisation des projets des étudiants) ;
- Support/ aide à l'impression, paramétrage et calibrage des imprimantes ;
- Gestion serveurs (créations des comptes et gestion des crédits d'impression) ;
- Suivi des stocks de consommables et gestion des commandes, alimentation des imprimantes ;
- Assistance à la modernisation du socle technique de l'informatique du site (Wifi, équipement réseau, pare-feu...) et aux différents projets actuels et futurs.

Aussi, il est proposé au Conseil d'administration de procéder à la création d'un poste d'assistant informatique à temps non complet (20h/semaine) sous la forme d'un contrat d'accompagnement vers l'emploi à compter du 9 novembre 2015.

Financé par la suppression des vacances accordées au service informatique sur le site d'arts plastiques de Mulhouse et les aides de l'Etat, l'impact budgétaire de cette création de poste est nul.

## 2) Création d'un poste d'assistant Accueil/scolarité en contrat emploi avenir - site d'arts plastiques de Mulhouse

Jusqu'en septembre 2014, le service scolarité du site d'arts plastiques de Mulhouse était constitué d'une responsable et d'une assistante à temps plein. Par ailleurs, un assistant, dédié à la communication et aux relations internationales, assurait pour partie des missions désormais dévolues au service scolarité (suivi des intervenants extérieurs...).

Depuis octobre 2014, suite au départ de l'assistant précité, ses fonctions relations internationales ont été reprises par l'assistante scolarité, laquelle partage désormais son temps de travail entre ses deux types de missions, scolarité et relations internationales. Parallèlement, un renfort temporaire avait été accordé au service scolarité jusqu'en juillet 2015 pour faire face à cette restructuration.

Il apparaît désormais nécessaire de permettre au service scolarité de Mulhouse de se voir réaffecter de manière pérenne un agent à 50%.

Par ailleurs, suite au départ en avril 2015 d'un agent d'accueil à 100%, le responsable de la régie technique du site d'arts plastiques de Mulhouse a procédé à la réorganisation de son service. Il en résulte la nécessité de compenser ce départ par l'affectation d'un agent à 50%.

Aussi, il est proposé au Conseil d'administration de procéder à la création d'un poste d'assistant accueil/scolarité à plein temps sous la forme d'un contrat emploi avenir à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2015. Ce poste sera affecté à 50% au profit du service scolarité et à 50% au profit de la régie technique.

Ce poste sera financé par des aides de l'Etat et le gel puis la suppression du poste d'agent d'accueil (adjoint technique) vacant depuis avril 2015. A noter que la suppression définitive dudit poste sera soumise à l'avis du prochain comité technique organisé fin novembre puis à l'approbation du Conseil d'administration de décembre 2015.

## 3) Création d'un poste d'attaché territorial – site d'arts plastiques de Strasbourg

Suite au départ de la responsable de scolarité en septembre 2014, le site d'arts plastiques de Strasbourg a recruté une nouvelle responsable de scolarité. Chargée, dans un premier temps, d'assurer la continuité des missions assurées par son prédécesseur, lui ont été confiées depuis des missions de cadre A, telles que la participation à l'élaboration du règlement intérieur des études, au pilotage de la mise en place du nouveau logiciel de scolarité TAIGA, au déménagement du service scolarité...

La Direction souhaite poursuivre et renforcer les missions transversales attachées au poste de responsable de scolarité du site d'arts plastiques de Strasbourg en lui confiant, outre les fonctions attendues d'un responsable de scolarité, des fonctions de gestion de projets (TAIGA,...), de veille juridique dans le domaine des études et de pilotage de dossiers spécifiques liés aux études (fournitures de données statistiques, interface avec les partenaires extérieurs, réflexion sur la politique de stage de l'établissement...).

Aussi, afin de tenir compte de l'évolution des missions imparties à ce poste, il est proposé au Conseil d'administration de procéder à la création d'un poste d'attaché territorial (calibrage attaché à attaché principal) à plein temps à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Ce poste sera financé par la masse salariale de la Haute école des arts du Rhin et par la suppression du poste de rédacteur affecté au service de la scolarité, laquelle sera soumise à l'avis du prochain comité technique organisé fin novembre puis à l'approbation du Conseil d'administration de décembre 2015.

#### 4) Création d'un poste de chargé(e) de mission économie créative – Haute école des arts du Rhin

Convaincue que le secteur artistique est porteur de projets économiques innovants à fort potentiel créatif, la Haute Ecole des arts du Rhin souhaite approfondir et développer sa politique de professionnalisation en direction des étudiants et jeunes diplômés en concevant, puis en mettant en œuvre, une stratégie d'accompagnement des jeunes artistes vers l'autonomie économique.

L'enclenchement de cette démarche intervient au moment où la HEAR a décidé de réunir l'ensemble de ses enseignements en Design sur son site de Mulhouse, d'adhérer au réseau Alsace Tech, où elle vient d'intégrer le pacte ingénieur initié par la Région Alsace et de lancer la constitution de son réseau d'amis.

C'est dans ce contexte que la HEAR souhaite s'adjoindre les compétences et l'expertise d'un(e) chargé(e) de mission « économie créative », lequel (laquelle) aura pour missions de :

- Consolider et amplifier la dynamique de « fertilisation croisée » (des enseignements et des projets) initiée par la HEAR dans le cadre du pacte ingénieur et du réseau Alsace Tech ;
- Renforcer l'ancrage de la HEAR dans l'environnement et les réseaux économiques régionaux ;
- Contribuer à la formalisation et à la déclinaison de la stratégie de professionnalisation des étudiants et jeunes diplômés de la HEAR.

Par conséquent, il est proposé au Conseil d'administration de procéder à la création d'un poste de chargé(e) de mission économie créative (calibrage attaché à attaché principal) à plein temps à compter du 9 novembre 2016. Compte tenu de la nature spécifique de la mission, il est proposé, dans un premier temps, de recruter un(une) agent non titulaire pour une durée d'un an renouvelable un à trois ans, en fonction du succès et de la pérennité de la mission.

Ce poste sera financé par la masse salariale de la Haute école des arts du Rhin et par le soutien de l'Etat en 2016 et de la Région Alsace en 2015-2017.

#### Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration après en avoir délibéré :

- décide de procéder à la création des emplois susmentionnés ;
- autorise la modification de l'état des emplois permanents de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1 (les postes pourvus en contrat emploi avenir et contrat d'accompagnement vers l'emploi ne sont pas concernés puisqu'ils ne sont pas considérés comme des emplois permanents).

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois sont inscrits au budget de l'établissement.



**Souad EL MAYSOUR**  
Présidente



**Annexe 1 à la délibération du Conseil d'administration du 5 novembre 2015  
relative à la modification de l'état des emplois de la HEAR**

emploi transformé /créé /supprimé	Intitulé de l'emploi	Fillière	Catégorie	cadres d'emplois	Calibrage : grade minimum de l'emploi	Calibrage : grade maximum de l'emploi	quantité de l'emploi	ETP de l'emploi	date à laquelle le poste est transformé / créé et à pourvoir	Motifs pour lesquels les postes peuvent être occupés par des agents non titulaires	Rémun. minimum	Rémun. maximum
Emploi créé	Chargé(e) de mission économie créative	Administrative	A	Attachés territoriaux	Attaché	Attaché principal	TC (100%)	1	09/11/2015	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 Loi n°84-53	IM 349	IM 783
Emploi créé	Responsable scolarité	Administrative	A	Attachés territoriaux	Attaché	Attaché principal	TC (100%)	1	01/01/2016	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 Loi n°84-53	IM 349	IM 783

Pour information : Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Article 3-1 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et pour répondre à des besoins temporaires, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un congé

annuel, d'un congé de maladie, de grave ou de longue maladie, d'un congé de longue durée, d'un congé de maternité ou pour adoption, d'un congé parental ou d'un congé de présence parentale, d'un congé de solidarité familiale ou de l'accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ou de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelles, de sécurité civile ou sanitaire ou en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Les contrats établis sur le fondement du premier alinéa sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

Article 3-2 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et pour les besoins de continuité du service, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Le contrat est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Il ne peut l'être que lorsque la communication requise à l'article 41 a été effectuée.

Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque, au terme de la durée fixée au deuxième alinéa du présent article, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Article 3-3 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et sous réserve de l'article 34 de la présente loi, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas suivants :

1° Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;

2° Pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi ; [...]

Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.